

Quelle est la Nouveauté des «Nouvelles Guerres»?*

Jean-Pierre Derriennic

Professeur Agrégé. Département de Science Politique. Université Laval, Québec, Canadá.

Resumo

O tema das “novas guerras” que se teriam multiplicado desde do fim da guerra fria, resulta de uma percepção errada do passado. A nossa época caracteriza-se pelo declínio das guerras regulares entre Estados nacionais mais do que por um aumento das guerras civis ou dos conflitos violentos não-estatais. A análise aroniana das guerras privilegiou de início as guerras entre Estados, depois as guerras civis ideológicas e de secessão, que podem ser analisadas em termos de relações racionais entre política e estratégia. Ela integra mais dificilmente as formas de violência colectiva que se observa nos Estados em ruínas, como a China de 1920 e o Congo da actualidade, e nos conflitos de criação de Estados como os Balkans do início e do fim do século XX. O método aroniano conserva, no entanto, a sua pertinência para alertar contra certos erros políticos: a sobrestimação da ameaça terrorista, a tentação de alargar um conflito a partir de preocupações militares quando a razão política recomendaria a sua limitação, a subestimação da importância dos Estados para preservar a igualdade e limitar a violência.

Résumé

Le thème des «nouvelles guerres», qui se seraient multipliées depuis la fin de la guerre froide, résulte d'une perception erronée du passé. Notre époque est caractérisée par le déclin des guerres régulières entre États plutôt que par une montée des guerres civiles ou des conflits violents non-étatiques. L'analyse aronienne des guerres a privilégié d'abord les guerres entre États, puis les guerres civiles idéologiques et de sécession, qui peuvent être analysées en termes de rapports rationnels entre politique et stratégie. Elle intègre plus difficilement les formes de violence collective qu'on observe dans les États en ruine, comme la Chine de 1920 et le Congo d'aujourd'hui, et dans les conflits de création d'États, comme dans les Balkans du début et de la fin du XXe siècle. La méthode aronienne conserve cependant sa pertinence pour mettre en garde contre certaines erreurs politiques : la surestimation de la menace terroriste, la tentation d'étendre un conflit à partir de préoccupations militaires alors que la raison politique commanderait de le limiter, la sous-estimation de l'importance des États pour préserver l'égalité et limiter la violence.

* Intervenção proferida no âmbito da Conferência Internacional “Raymond Aron. Um Intelectual Comprometido”, que decorreu no IDN, Lisboa em 14 e 15 de Abril de 2005.

Dans les dernières pages de *Paix et Guerre*, Raymond Aron énonce trois conditions pour que l'histoire devienne moins violente: «*que les armes thermonucléaires (ou les armes équivalentes) ne soient pas employées, que la répartition équitable des ressources soit assurée, que les races, les peuples, les nations, les croyances, s'acceptent et se respectent*»¹. Depuis 1989 des progrès importants ont été faits quant à la première de ces conditions. Les armes nucléaires sont toujours une menace et pourraient être utilisées dans une guerre limitée et pourtant catastrophique qui ferait plusieurs millions de victimes. Mais le danger qui existait il y a vingt-cinq ans, celui d'une guerre cataclysmique qui anéantirait l'humanité, a beaucoup diminué. Sur les deux autres points notre situation n'est guère brillante, mais elle n'est peut-être pas aussi mauvaise que le pensent les théoriciens des «nouvelles guerres».

La fin de la guerre froide et la disparition de l'Union soviétique auraient sûrement réjoui Aron, et l'auraient surpris comme la plupart de ceux qui ont eu la chance d'en être témoins. En revanche, le relatif pessimisme des analyses de la période suivante n'aurait pas étonné l'auteur des *Désillusions du progrès* et celui qui écrivait en 1962 : «La moitié ou les deux tiers de l'humanité seraient en révolution même si Moscou et le marxisme-léninisme n'existaient pas»². Pour la vision pessimiste aujourd'hui très répandue, la fin de la guerre froide aurait laissé le champ libre à de «nouvelles guerres», caractérisées par des formes plus diffuses et plus anarchiques de violence, un déclin du rôle des États et de la distinction entre combattants et non-combattants³.

Dans ce texte je vais tenter de montrer que cette vision des choses correspond dans une assez large mesure à une erreur de perspective historique, que certains aspects de l'œuvre de Aron ont pu contribuer à cette erreur de perspective, mais que cette œuvre contient aussi des règles de pensée et des conseils de prudence encore pertinents face aux menaces d'aujourd'hui.

Une image partielle du passé

Le thème des «nouvelles guerres» ne résulte pas d'une perception erronée du présent mais d'une ignorance de certains aspects du passé. Il est facile de le montrer

1 Paix et guerre entre les nations, Paris, Calmann-Lévy, 1962, p. 741.

2 Ibid., p. 683.

3 Kalevi J. Holsti, *The State, War, and the State of War*, Cambridge University Press, 1996; Michael Ignatieff, *The Warrior's Honor. Ethnic War and the Modern Conscience*, Toronto, Viking, 1998; Mary Kaldor, *New and Old Wars. Organized Violence in a Global Era*, Stanford University Press, 1999.

à partir d'une observation ponctuelle assez étonnante. Dans un des livres qui a développé ce thème, on peut lire :

«At the beginning of the twentieth century, 85-90 per cent of casualties in war were military. In World War II, approximately half of all war deaths were civilians. By the late 1990s, the proportion of a hundred years ago have been almost exactly reversed, so that nowadays approximately 80 per cent of all casualties in war are civilian.⁴»

Avec des chiffres un peu différents, on retrouve la même affirmation dans une étude de la Banque mondiale :

«At the beginning of the 20th century about 90 percent of the victims were soldiers, but by the 1990s nearly 90 percent of the casualties resulting from armed conflict were civilian.⁵»

Sans doute à cause de la diffusion de cette étude, la même affirmation est devenue une idée reçue pour de nombreux media, par exemple *The Economist* du 24 mai 2003. La proportion de 80 ou 90 pour cent de victimes civiles dans les conflits armés les plus récents est une estimation plausible. L'hésitation entre les deux chiffres est facilement explicable, puisque la distinction entre soldats et civils est souvent incertaine: beaucoup de combattants ne sont pas des militaires au sens propre du terme, et certains sont même des enfants.

En revanche, estimer à 10 ou 15 pour cent les victimes civiles, ou plus exactement non combattantes, des guerres du début du vingtième siècle est certainement une erreur. Cette proportion n'est proche de la réalité que pour une seule des guerres de cette période sur un seul théâtre d'opérations: la Première Guerre mondiale à l'ouest. C'est seulement là qu'est exacte l'observation, par exemple, de Holsti :

«But except for submarine warfare and the economic blockade between 1914 and 1918, civilians remained mostly the innocent victims of nearby military campaigns featuring long distance artillery.⁶»

4 Mary Kaldor, op. cit., p. 100.

5 Breaking the Conflict Trap, Civil War and Development Policy, World Bank et Oxford University Press, 2003, p. 17.

6 Kalevi J. Holsti, op. cit., p. 35.

La Première guerre mondiale a tué environ neuf millions de soldats. Les batailles les plus meurtrières ont eu lieu dans le Nord de la France, où les civils tués ont été beaucoup moins nombreux que les soldats. Mais la situation était bien différente en Russie, en Serbie et dans l'Empire ottoman, où la guerre a fait mourir plus de civils, au moins quatre millions, que de soldats. Pour trois raisons principales: ces pays étaient plus pauvres que la France ou l'Allemagne et leurs habitants plus vulnérables à la misère économique causée par la guerre; les opérations militaires ont été moins statiques que sur le front occidental; et la guerre extérieure a été accompagnée dans l'Empire ottoman de nombreux conflits internes, révoltes encouragées ou non par les gouvernements des pays ennemis, répression brutale et massacres délibérés⁷.

Certains des phénomènes qui semblent aujourd'hui typiques des «nouvelles guerres», le nettoyage ethnique en Croatie, en Bosnie-Herzégovine ou en Azerbaïdjan, l'insécurité et la misère généralisées en Sierra Leone, au Congo ou au Soudan, sont présents presque sans interruption dans l'Empire ottoman entre 1914 et 1918, ou plutôt entre 1912, le début de la Première Guerre balkanique, et 1922, la fin de la Guerre gréco-turque⁸. Par conséquent, si on tient compte de tous les pays qui ont été engagés dans la Première guerre mondiale, la proportion de civils dans l'ensemble des morts qui ont été victimes de cette guerre a très probablement été plus proche de 30% que de 10%.

Cette proportion est très probablement encore plus élevée dans les autres conflits du début du siècle: les guerres de conquête et de répression coloniales, les guerres balkaniques de 1912-1913, accompagnées de nettoyages ethniques qui ont fait fuir des centaines de milliers de personnes, et les grandes guerres civiles qui commencent au Mexique et en Chine en 1911 et en Russie en 1917. Dans toutes les guerres du premier tiers du vingtième siècle, il y a très probablement eu à peu près autant de civils tués que de soldats. La majorité d'entre eux n'ont pas été des victimes directes des opérations militaires, mais de la misère économique aggravée par la guerre, ou de ce que Rummel a appelé des «démocides», c'est-à-dire des politiques gouvernementales ayant pour but de détruire des populations entières, par massacre direct ou en les privant délibérément de leurs moyens de subsistance⁹. C'est pourquoi les grands nombres de victimes civiles du début du vingtième siècle ne se trouvent pas dans les pays développés engagés dans des guerres interétatiques, mais dans des territoires coloniaux

7 Ahmed Emin, *Turkey in the World War*, Yale University Press, 1930.

8 Arnold J. Toynbee, *The Western Question in Greece and Turkey*, New York, Howard Fertig, 1970, première édition en 1922.

9 R. J. Rummel, *Death by Government*, New Brunswick, Transaction Publishers, 1994.

et dans des pays moins développés en situation de guerre civile ou de chaos intérieur. C'est dans le même type de pays que se trouvent les grands nombres de victimes civiles des conflits d'aujourd'hui, et ils ont le même type de causes économiques et politiques.

Dans la Seconde guerre mondiale, la proportion des victimes civiles approche les deux tiers. Contrairement à une idée reçue aussi tenace que fautive, les bombardements aériens n'en sont pas l'explication principale. Sur les 30 millions de civils morts dans cette guerre (chiffre très approximatif), environ un million ont été tués par des avions¹⁰. Tous les autres ont été victimes des opérations militaires terrestres, des guerres civiles qui ont accompagné la guerre interétatique, notamment en Yougoslavie et en Chine, et surtout de démolitions, massacres délibérés qui résultaient moins de la guerre que de la nature du régime politique de l'Allemagne, et aussi de ceux de l'URSS et du Japon.

Depuis 1950, le nombre d'êtres humains morts à cause des guerres a été d'environ 30 millions, contre 75 millions (chiffres très approximatifs) pour la première moitié du siècle. Cette diminution est encore plus remarquable, si on se souvient que la population mondiale est deux fois plus nombreuse en 1975 qu'en 1925, et quatre fois plus nombreuse aujourd'hui qu'en 1900. Le nombre des soldats tués a diminué de façon encore plus marquée, peut-être 30 millions avant 1950, et peut-être 5 millions depuis cette date. La proportion des civils parmi les victimes a donc effectivement beaucoup augmenté, mais il ne faut pas se tromper sur la nature du phénomène: les guerres ne sont pas devenues plus meurtrières pour les civils, elles le sont devenues beaucoup moins pour les soldats.

Cette évolution a deux explications techniques. La première n'est pas surprenante: les services médicaux ont fait des progrès importants et sont capables de sauver beaucoup plus de blessés. La seconde est paradoxale: avec des armes plus complexes les soldats adoptent des méthodes de combat qui augmentent leurs chances de survie, phénomène que Montesquieu avait déjà noté à son époque¹¹. Elle a aussi deux explications politiques. Les gouvernants et les chefs militaires des pays les plus développés sont devenus très prudents avec la vie des soldats. Les guerres interétatiques sont devenues plus rares; celles qui ont encore lieu sont très brèves ou restent limitées à un petit nombre de participants.

Plusieurs éléments de cette évolution étaient déjà présents entre 1939 et 1945, puisque des pays modernes et démocratiques dont les territoires n'ont pas été envahis,

10 George H. Quester, *Deterrence before Hiroshima*, New York, John Wiley and Sons, 1966, p. 157 et 171.

11 *Lettres persanes*, Lettre CVI.

la Grande-Bretagne ou le Canada, ont eu moins de soldats tués qu'entre 1914 et 1918. Les États-Unis en ont eu davantage, parce qu'ils ont participé aux combats pendant plus longtemps dans la deuxième guerre mondiale que dans la première. Cette tendance atteint une limite indépassable à la fin du siècle, quand l'armée américaine s'efforce de faire la guerre sans subir de pertes humaines, et y parvient contre la Yougoslavie en 1999. Les armées des pays pauvres subissent encore des pertes importantes, mais leurs guerres sont rares. Depuis la fin de la Guerre de Corée, la guerre la plus meurtrière pour les soldats a sans doute été celle qui a opposé l'Irak et l'Iran entre 1980 et 1988, parce qu'elle a duré plus longtemps que les autres guerres conventionnelles du dernier demi-siècle.

Les guerres civiles n'ont pas connu le même recul que les guerres interétatiques. Elles sont même devenues plus nombreuses, mais la raison principale en est que le nombre des États reconnus comme indépendants a beaucoup augmenté au cours du siècle dernier, à cause du démembrement des empires coloniaux et des empires continentaux européens, Autriche-Hongrie et URSS. Les pays en guerre civile sont plus nombreux aujourd'hui qu'au début du siècle dernier, mais ils sont plus petits et moins peuplés. En 2005 le Soudan représente 0,5% de la population mondiale. En 1920, les Chinois, dont le sort était aussi terrible que celui des Soudanais d'aujourd'hui, étaient le quart de l'humanité.

Les phénomènes qui semblent aujourd'hui typiques des nouvelles guerres étaient tous déjà présents au début du vingtième siècle dans l'Empire ottoman, en Chine ou en Colombie: États en ruine, incapables d'exercer une souveraineté effective sur leur territoire, nettoyages ethniques, dans lesquels les populations civiles sont les cibles prioritaires de l'action violente, groupes armés maintenus en activité non par des objectifs politiques mais par l'habitude acquise de vivre de prédation. Ces phénomènes ont leur place marquée dans la théorie aronienne, qui comporte un certain nombre de notions permettant de les situer dans l'ensemble des phénomènes belliqueux. Mais ils n'y sont pas analysés de manière élaborée, comme le sont les guerres interétatiques et les grandes guerres civiles idéologiques.

Les conditions de l'analyse rationnelle des guerres

Dans *Paix et guerre*, la réflexion porte principalement, sinon exclusivement, sur la politique des États. Elle a pour point de départ l'affirmation d'une «différence essentielle entre politique intérieure et politique étrangère»¹². La même idée sera réitérée dans *Les*

¹² Paix et guerre entre les nations, p. 19.

désillusions du progrès de manière peut-être encore plus catégorique: «L'humanité unie sous une seule souveraineté n'aurait plus d'ennemi [...], mutation *de* l'histoire et non pas mutation *dans* l'histoire»¹³. Dans ses *Mémoires*, Aron s'en fera lui-même la critique: «On peut me reprocher – et on l'a fait – de ramener le monde d'aujourd'hui à celui du passé et de me concentrer sur l'interétatique aux dépens du transnational ou international ou supranational. Certes, j'ai de quelque manière contribué à ces distinctions, mais je n'en ai guère tiré parti»¹⁴. Son étude sur Clausewitz présente déjà les choses de manière plus nuancée ou plus complexe.

En analysant les rapports entre attaque et défense chez Clausewitz, et la place faite par celui-ci à l'armement du peuple parmi les ressources possibles de la défense, Aron précise une série de distinctions qui sont indispensables pour analyser certaines situations de conflits interétatiques et surtout de guerres civiles. Les «francs-tireurs», combattants sans uniformes deviennent des «partisans», au sens qu'a pris ce mot au vingtième siècle, dès lors qu'un parti les organise et définit les objectifs de leur lutte¹⁵. Les «guerres révolutionnaires» sont des guerres d'anéantissement, au sens de Clausewitz, puisque le but des insurgés est de détruire le pouvoir d'un gouvernement et de prendre sa place. Cependant leur logique enjoint de bien traiter les soldats ennemis prisonniers, puisqu'il est possible de les inciter à changer de camp¹⁶. Dans les «guerres de libération nationale», comme en Algérie entre 1954 et 1962, des insurgés sont en lutte contre le gouvernement d'un État dont l'existence n'est pas en danger, et ils peuvent atteindre leur objectif politique sans détruire ce gouvernement mais en lui résistant jusqu'à ce qu'il abandonne la lutte: «il suffit aux partisans de ne pas perdre pour gagner»¹⁷.

Avec ces notions, on est bien équipé pour analyser la guerre civile chinoise entre le Parti communiste et le Guomindang, ou les guerres de décolonisation. Mais il y a au vingtième siècle au moins deux autres types de situations de guerres civiles, qui diffèrent nettement de celles-ci. Le premier correspond à la Chine des «seigneurs de la guerre», entre 1916 et 1927 environ, après l'effondrement de l'État central et avant que la violence interne se polarise entre deux adversaires principaux, situation de conflits multiples qui préfigure celle qu'on retrouve aujourd'hui en Somalie, au Congo ou en Colombie.

13 *Les désillusions du progrès*, Paris, Calmann-Lévy, 1969, p. 202.

14 *Mémoires*, Paris, Presses Pocket, 1985, tome II, p. 642.

15 *Penser la guerre, Clausewitz II L'âge planétaire*, Paris, Gallimard, 1976, p. 100, 103, 121.

16 *Ibid.*, p. 105, 114, 187.

17 *Ibid.*, p. 187, 193, 200.

Le second type est celui des guerres de création d'États qui ne correspondent pas au schéma aronien de la guerre de libération. Il s'agit de conflits dans lesquels au moins deux partis recrutés au sein de populations différentes par la langue, la religion ou tout autre critère d'identification nationale, cherchent à établir des États rivaux sur le même territoire. Il y a alors une symétrie des enjeux entre les adversaires, et la guerre tend à être une guerre d'anéantissement, où pour ne pas perdre il faut gagner. Parfois, la guerre d'anéantissement politique tend à devenir une guerre d'extermination, puisque, à la différence de ce qui arrive dans une guerre civile dont l'enjeu est la forme d'un État commun, on ne cherche jamais à convertir les combattants ennemis, seulement à les tuer ou à les faire fuir. C'est ce type de conflit qu'on observe dans les Balkans en 1912, en Asie Mineure en 1920, en Palestine en 1948 et en Bosnie-Herzégovine en 1992.

Le fait que ces conflits restent en dehors du champ de perception théorique aronien me semble résulter de plusieurs caractéristiques de celui-ci: le parti pris de rationalité, la place centrale des États dans l'analyse, et l'insistance sur la possibilité de la violence pour caractériser les relations entre eux.

Le parti pris de rationalité est moins un présupposé sur la réalité qu'un préalable épistémologique, qui, en précisant le sens des mots, délimite l'espace conceptuel étudié: «Rappelons-nous le sens exact des mots: la guerre est le choc de conduites organisées, l'épreuve de force entre des «équipes» dont chacune essaie de l'emporter sur l'autre en multipliant par la discipline la vigueur de chaque combattant»¹⁸. Ou encore: «le concept de guerre suppose à la fois l'*intention politique* et le *recours aux armes*»¹⁹. Dans cette perspective, les «nouvelles guerres» ne seraient pas des guerres du tout, mais des formes de violence très anciennes, qui réapparaissent au premier plan quand les enjeux véritablement politiques perdent leur importance aux yeux des humains et ne sont plus capables de susciter leur organisation en «équipes»:

«Le jour où la violence individuelle, les attentats, le terrorisme indiscriminé, les bombes dans les cinémas et les train, les prises d'otages ou les détournements d'avion ne s'organisent plus selon les ordres d'un parti en vue de la libération ou de la révolution, la parenté matérielle entre les procédés de la guérilla et ceux du banditisme réapparaît en pleine lumière. Dans la guerre illégale conçue par les patriotes, les officiers garantissaient la légalité; les commissaires communistes ensuite remplirent

18 Paix et Guerre, p. 349.

19 Penser la Guerre, Clausewitz II, p. 270.

la même fonction. Quand s'évanouissent les uns et les autres, la guérilla se distingue de moins en moins de la criminalité et le partisan retrouve sa figure médiévale: non plus le paysan sur sa terre, non plus le révolutionnaire professionnel [...], mais le hors-la-loi qui, par la violence, proteste contre le monde qu'il ne peut pas changer»²⁰.

La rationalité des conduites collectives suppose l'existence d'une direction. Et cette direction, chez Aron, est toujours soit celle d'un État soit celle d'un groupe qui aspire à créer un État ou à en prendre le contrôle. Les guerres entre États sont la forme la plus achevée du phénomène belliqueux, celle à partir de laquelle on peut analyser les autres formes de guerre, qui restent intelligibles dans la mesure où elles ne s'éloignent pas trop de ce que Weber appelait un idéal-type. Le caractère *essentiel* de la différence entre politique intérieure et politique étrangère conduit Aron à celles de ses conclusions qui semblent aujourd'hui les plus sérieusement remises en cause par les faits.

À la fin du chapitre de *Paix et Guerre* intitulé «Nations et régimes», il arrive à une conclusion incroyablement modeste, ou pessimiste: «s'il est des sociétés ou des régimes dont la vocation est la conquête ou la guerre, il n'en est pas dont la vocation soit la paix»²¹. Il est sans doute incontestable que la pluralité des souverainetés entraîne, en elle-même, la possibilité de la guerre, et qu'il n'existe pas de forme d'organisation politique qui garantisse absolument contre ce risque. Mais il existe bien des régimes politiques dont la préoccupation dominante, sinon la «vocation», est la paix intérieure, l'ordre public ou la prospérité. Quelques pages avant la phrase qu'on vient de citer, Aron écrit: «Croire que l'unité européenne serait pacifique alors que les nations étaient belliqueuses serait reproduire l'erreur de ceux qui croyaient que les nations seraient pacifiques alors que les rois avaient été belliqueux»²².

On peut voir assez facilement ce qui ne va pas dans ce parallèle. Les unités allemande et italienne du 19^e siècle ont été réalisées par des hommes dont la préoccupation première n'était ni la démocratie ni la prospérité économique mais le rapport de forces militaires avec des grandes puissances déjà établies, France et Autriche. Ils ont créé de nouvelles unités politiques qui se sont révélées immédiatement, surtout dans le cas de l'Allemagne, plus efficaces pour faire la guerre que les petits États qu'elles avaient

20 Ibid., p. 208-209.

21 Paix et Guerre, p. 307.

22 Ibid., p. 300.

absorbés. L'unification européenne avait pour but premier de mettre fin au risque de guerre entre les États membres, et aussi de favoriser leur prospérité et de stabiliser leurs institutions démocratiques. La préoccupation de la puissance diplomatique ou militaire tournée vers l'extérieur y a joué un rôle très secondaire, soit parce que la sécurité militaire était assurée dans un cadre différent, soit parce que les différents gouvernements ne s'accordaient pas sur l'exercice de cette puissance.

Dans *Les désillusions du progrès*, Aron analyse très justement les raisons pour lesquelles les structures de la communauté européenne rendent celle-ci peu apte à une politique de puissance, et il conclut: «une fédération sans fédérateur, par consentement mutuel, serait probablement pacifique et raisonnable, mais le serait-elle par résolution ou par impuissance?»²³ On peut penser qu'il n'est pas toujours indispensable de connaître la réponse à cette dernière question. Il peut être dangereux pour une entité politique d'être pacifique par impuissance dans un monde où il existe des États belliqueux, ce qui était, par exemple, la situation du Danemark de 1940; mais une structure politique incapable d'entreprendre ou de conduire une guerre peut cependant être qualifiée légitimement de pacifique.

La distinction entre politique intérieure et politique extérieure érigée en différence essentielle est aussi, très probablement, à l'origine de l'erreur de prévision de Aron concernant l'avenir de la guerre froide. Cette erreur est banale, puisque presque personne n'avait prévu, avant 1983, comment celle-ci prendrait fin, mais elle est quand même remarquable parce que Aron était parfaitement capable de voir et d'analyser les faiblesses du fonctionnement interne de l'Union soviétique. Dans le *Plaidoyer pour l'Europe décadente* de 1977 il dresse même un portrait très gorbatchévien de ce que pourrait être un programme de réforme: «Faisons un rêve: demain à la surprise de tous le Premier secrétaire du bureau politique du parti communiste de l'URSS annonce une «nouvelle politique économique»...»²⁴. Mais il persiste cependant dans une estimation assez pessimiste de l'évolution du rapport de forces entre l'Occident et l'Union soviétique, et manifeste une certaine impatience envers ceux qui croient voir venir la «chute finale» de celle-ci²⁵.

À partir de là, on peut voir où se trouve le point partiellement aveugle de la théorie. Il porte sur tout ce qui met en cause l'unité des centres de décision, ou d'«entendement politique», parce que cette unité est ce qui permet à l'analyste de comprendre rationnellement

23 *Les désillusions du progrès*, p. 247-248.

24 *Plaidoyer pour l'Europe décadente*, Paris, Pluriel, 1978, p. 286.

25 *Ibid.*, p. 288; *Les dernières années du siècle*, Paris, Gallimard, 1984, p. 119, 175, 238.

les décisions politiques ou stratégiques qui ont été prises dans chaque situation historique particulière. Dans une guerre interétatique, il faut que chaque gouvernement tende à se comporter comme une intelligence unique plutôt que comme une structure complexe animée par ses luttes internes ou paralysée par son manque de cohérence; et, dans une guerre civile, il faut qu'on sache qui exerce la direction des partis en lutte l'un contre l'autre.

Les phénomènes typiques des «nouvelles guerres» ont tous en commun soit la faiblesse soit la multiplicité de ces centres de décision: les gouvernements d'États en ruine n'ont plus aucun moyen d'exercer une véritable souveraineté; la multiplication de groupes armés irréguliers aux préoccupations plus économiques que politiques produit des situations de concurrence violente sur des «marchés» de prédation; les solidarités ethniques de proximité remplacent la citoyenneté et les solidarités idéologiques comme bases de la recherche de la sécurité par les personnes et comme cadres des mobilisations collectives.

Aron était peu réceptif aux modes intellectuelles et très attentif aux continuités historiques. Il serait abusif de lui imputer une responsabilité dans l'illusion de nouveauté qui caractérise le thème des «nouvelles guerres». Mais on a sans doute le droit de penser que la lecture de ses livres n'était pas de nature à mettre en garde contre cette illusion.

Les règles de la prudence

Il y a une autre façon d'envisager la pertinence de Aron pour réfléchir aux formes les plus déroutantes des violences collectives, anciennes ou récentes: en abordant sa pensée dans une perspective politique et normative plutôt que descriptive ou explicative. Ces deux ordres de préoccupations ont toujours été étroitement liés chez Aron, qui écrivait déjà dans *l'Introduction à la philosophie de l'histoire*: «les causes que l'on a besoin d'analyser se confondent avec les termes sur lesquels on a les moyens d'agir»²⁶.

La pertinence politique de la méthode aronienne a été mise en évidence récemment par Stanley Hoffmann, dans un article qui établit un parallèle entre l'analyse que faisait Aron dans *La Tragédie algérienne* et l'impasse américaine aujourd'hui en Irak²⁷.

26 Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique, Paris, Gallimard, 1948, p. 322.

27 «Out of Irak», The New York Review of Books, October, 21, 2004, p. 4-7.

Comme les Français de 1957, les dirigeants américains de 2004 poursuivent des objectifs qui ne peuvent pas être atteints, et s'entretiennent dans l'illusion que la patience est la condition du succès: à condition de persévérer assez longtemps dans la direction où ils sont engagés ils croient qu'ils parviendront à obtenir une amélioration notable de la situation sur le terrain. La plupart de ceux qui, aux États-Unis, les critiquent commettent le même type d'erreur. Ils croient que l'occupation militaire, même si elle a été décidée pour de mauvaises raisons, doit se poursuivre jusqu'à ce que la situation intérieure irakienne devienne moins instable. Au contraire, pour Hoffmann, c'est la présence militaire étrangère qui est la cause principale de la violence dans ce pays, et c'est seulement en y mettant fin rapidement qu'on pourrait donner à des Irakiens une chance sérieuse de reconstruire des institutions et de rétablir un minimum de sécurité publique. Le moment où s'achèvera le retrait américain sera particulièrement dangereux, mais ce danger ne peut qu'augmenter si l'échéance en est sans cesse retardée.

Depuis que cet article a été publié, des élections ont eu lieu en Irak le 30 janvier, dans des conditions qui pourraient faire penser que ses conclusions étaient exagérément pessimistes. En fait, la critique de la confusion entre la patience et la prudence reste entièrement justifiée. Les élections irakiennes auraient pu être tenues un an plus tôt, comme le réclamaient certains dirigeants religieux. Elles auraient eu lieu dans un contexte un peu moins violent et auraient produit sans doute le même type de résultat. Depuis le 30 janvier, beaucoup de temps a été perdu avant de mettre en place un nouveau gouvernement, en partie à cause des règles inutilement compliquées de la constitution provisoire. Et les dirigeants américains ne semblent pas pressés de laisser plus de marge de manœuvre à des dirigeants irakiens afin de pouvoir amorcer leur propre retrait. La logique de l'impasse décrite par Stanley Hoffmann est toujours en vigueur.

Au delà de l'Irak, il est sans doute possible de faire une analyse aronienne de l'ensemble des réactions des gouvernements concernés par la lutte contre le terrorisme. Comme très souvent, Aron est une bonne source de définitions: «Est dite terroriste une action de violence dont les effets psychologiques sont hors de proportion avec les résultats purement physiques»²⁸. Il replace le phénomène ainsi défini dans son contexte historique:

«Le mot terreur a été employé, à notre époque, au moins dans quatre contextes: par les Allemands pour désigner les bombardements de villes, par les conservateurs

28 Paix et Guerre, p. 176.

d'un pouvoir établi, autorités allemandes d'occupation en France ou autorités françaises en Algérie, pour stigmatiser l'action des résistants ou des nationalistes, par tous les auteurs pour caractériser un des aspects des régimes totalitaires, enfin par l'usage pour désigner la relation de double impuissance entre les deux grands armés de bombes thermonucléaires. Ces emplois différents du même mot révèlent certains traits profonds de notre époque et la parenté des trois stratégies d'aujourd'hui»²⁹.

On trouve là les trois modalités d'exercice des stratégies qu'on peut qualifier de «terroristes» conformément à la définition: terrorisme interétatique pratiqué au cours d'une guerre par une armée contre la population d'un pays ennemi; terrorisme répressif exercé par une armée d'occupation ou même par un gouvernement contre sa propre population; terrorisme insurrectionnel visant à affaiblir ou renverser un pouvoir en place. Le langage courant médiatique ou politique utilise presque toujours le mot «terroriste» pour désigner ceux qui pratiquent la troisième modalité, mais il ne faut pas se tromper sur la gravité relative des phénomènes. Au cours de l'histoire lointaine ou récente, le terrorisme répressif est de très loin celui qui a fait le plus grand nombre de victimes et produit les effets politiques les plus importants. Par conséquent, dans le cas du terrorisme, la lecture de Aron peut constituer un antidote à l'illusion de nouveauté.

Le thème du terrorisme a connu une inflation dans les années 1970 et de nouveau depuis 2001, en partie à cause de la fréquence ou du caractère spectaculaire d'actes de terrorisme insurrectionnel, et en partie à cause de la façon dont des gouvernements ont choisi d'y répondre. Pour évaluer la rationalité ou la prudence de cette réponse, il faut distinguer au moins deux niveaux d'analyse de la menace: celui de la vulnérabilité des sociétés modernes complexes au terrorisme insurrectionnel, quels qu'en soient les objectifs politiques; et celui de la lutte contre une entreprise politique particulière qui a recours à un moment donné à des méthodes terroristes.

Au premier niveau d'analyse, la formule de la «guerre au terrorisme» est gravement trompeuse. Le terrorisme en général est sans doute un problème ou une menace, il n'est pas un ennemi clairement identifié contre qui on pourrait mener et gagner une «guerre». Lutter contre le terrorisme, comme contre n'importe quelle autre forme de criminalité, veut dire prendre un certain nombre de mesures préventives et répressives pour en réduire l'incidence dans la société. Mais la «guerre contre le terrorisme» ne

²⁹ *Ibid.*, p. 175.

peut pas davantage être gagnée que la «guerre contre la drogue», par exemple, cet autre slogan trompeur.

Le caractère politique des motivations de ceux qui utilisent des stratégies terroristes est une des spécificités de cette forme de criminalité, dont on doit tenir compte pour lutter efficacement contre elle. Une organisation de militants politiques violents partage les conditions d'existence d'autres organisations criminelles. Elle a besoin d'armes, de faux papiers, de planques, d'argent, parfois obtenu par des méthodes criminelles ordinaires. À certains égards, la lutte contre le terrorisme se confond donc avec la routine de l'action policière. Mais, à d'autres égards, elle présente des difficultés spécifiques, car les criminels politiques sont souvent des idéalistes, inconnus des services de police parce qu'il n'ont commis aucun délit avant de participer à une opération particulièrement meurtrière.

Les cibles potentielles d'actions terroristes sont parfois identifiables à l'avance et peuvent être l'objet de mesures de protection, par exemple les diplomates ou les avions de ligne de certains pays. Mais le propre des stratégies terroristes est de viser en priorité l'effet psychologique sur des victimes indirectes, les spectateurs, et donc d'avoir une très grande marge de manœuvre dans le choix des victimes directes. Du point de vue de ceux qui veulent se protéger contre le terrorisme, l'attentat le plus spectaculaire n'est pas forcément celui qui correspond à la menace la plus grave.

Pour réaliser les attentats du 11 septembre 2001, il a fallu réunir un faisceau de conditions exceptionnelles: une vingtaine d'hommes capables de s'y préparer pendant des mois sans qu'aucun d'eux trahisse l'entreprise volontairement ou par inadvertance; plusieurs d'entre eux devaient apprendre à tenir les commandes d'un avion, et accepter à l'avance la certitude d'y laisser leur vie. Il fallait enfin avoir l'idée tactique qui a créé l'effet de surprise et rendu toute l'opération possible: puisque les règles de sécurité ont pour effet de désarmer les équipages et les passagers d'un avion, il est possible d'en prendre le contrôle en utilisant comme armes des objets qui ne sont pas habituellement considérés comme des armes. La même méthode ne pourra probablement jamais être utilisée de nouveau à l'identique; ceux qui voudront réussir un coup aussi spectaculaire devront inventer autre chose pour recréer un effet de surprise.

Les attentats du 11 mars 2004 dans des trains espagnols sont beaucoup plus banals. Pour cette raison, ils seraient moins difficiles à répéter et représentent un danger beaucoup plus grave. On paralyserait complètement les grandes métropoles européennes s'il fallait fouiller tous ceux qui montent dans les trains de banlieue, comme on le fait depuis longtemps pour les passagers des avions. Dans la mesure où les médias

ont souvent pour effet de définir l'ordre de priorité des préoccupations des politiciens, il existe un risque sérieux de confusion entre le spectaculaire et l'important. La vulnérabilité des sociétés modernes face au terrorisme tient à plusieurs des caractéristiques de celles-ci: la taille des concentrations urbaines, la complexité des systèmes techniques, le rôle des médias, les difficultés de l'action policière. Ces éléments de vulnérabilité ne peuvent être réduits que de façon marginale, et sont les mêmes face à tous les groupes susceptibles d'adopter des stratégies terroristes, quelles que soient leur origine ou leurs motivations.

Au deuxième niveau d'analyse, la lutte contre une organisation terroriste à peu près clairement identifiée se rapproche davantage de quelque chose qu'on peut appréhender en utilisant des catégories empruntées à l'étude des guerres, comme les rapports entre objectifs et moyens, et entre politique et stratégie. Deux éléments de la réflexion aronienne sur la genèse de la Première guerre mondiale me semblent pertinents pour analyser la situation présente.

Aron montre comment les doctrines stratégiques du début du siècle, notamment en France, ont développé une vision erronée du rapport entre attaque et défense³⁰. L'erreur était double, elle portait sur la compréhension de l'œuvre de Clausewitz et sur l'anticipation des effets des armes et des moyens de transport de l'époque. Il en a résulté une surestimation de la possibilité de remporter une victoire offensive rapide. La crainte que l'ennemi profite de cette possibilité a conduit les chefs militaires, au cours de la crise de l'été 1914, à exercer des pressions sur les gouvernements pour hâter les préparatifs militaires³¹. Il en a résulté un cas dramatique de «ruse de la raison»³²: la croyance en l'avantage de l'attaque a conduit les gouvernements à s'engager avec précipitation ou fatalisme dans une guerre qu'ils croyaient devoir être courte, et qui sera longue et immensément coûteuse parce que l'état des techniques rendait l'avantage de la défense sans doute plus grand qu'à aucun autre moment au cours de l'histoire des guerres.

Aron montre aussi comment les chefs militaires allemands ont systématiquement méconnu la subordination clausewitzienne de la guerre à la politique. Ils ont imposé à leur gouvernement, à partir de préoccupations purement stratégiques, des décisions qui auraient dû être prises à partir de considérations politiques³³. Ces décisions ont eu

30 Penser la guerre, Clausewitz, II, p. 31-32.

31 Paix et Guerre, p. 303.

32 «La Ruse de la Raison traduit [...] le décalage entre les buts des acteurs et les suites de leurs actes.» Introduction à la philosophie de l'histoire, p. 323.

33 Penser la Guerre, Clausewitz II, p. 41.

pour conséquence d'élargir le conflit, alors que la position géographique et les ressources de l'Allemagne ne lui permettaient d'espérer une victoire qu'à la condition que la guerre reste limitée dans son extension géographique et dans ses enjeux.

Aujourd'hui aux États-Unis, l'influence des chefs militaires sur les gouvernements n'est certainement pas aussi grande qu'elle l'était en France ou en Allemagne au début du siècle dernier. Mais le risque existe que des décisions soient prises à partir de perceptions exagérées de la gravité des menaces, et d'estimations fausses de ce qui peut ou non être réalisé par la force armée. Depuis 1991 les États-Unis sont une puissance militaire sans rivale. Ils sont aussi la première puissance du monde dans les domaines économique, financier ou technologique, mais leur supériorité sur des rivaux potentiels dans ces secteurs d'activité est beaucoup moins grande que dans celui des armes les plus modernes et les plus puissantes. Cette situation crée naturellement la tentation de comprendre les problèmes politiques comme des conflits et d'y envisager en priorité des solutions militaires. Aron observait déjà, avant la fin de la guerre froide, cette tendance, chez certains analystes américains³⁴.

La question qu'analyse Aron dans le cas de la Première Guerre Mondiale se pose à tous les décideurs dans toutes les situations de guerre ou de risque de guerre: pour améliorer les chances d'atteindre le but politique, vaut-il mieux chercher à élargir ou à limiter le conflit? La réponse prudente n'est pas toujours la même. De Gaulle et Churchill en 1940 croyaient inévitable et souhaitaient l'élargissement de la guerre contre l'Allemagne. Face à un groupe qui utilise une violence spectaculaire en vue d'un objectif extraordinairement ambitieux, comme les nationalistes serbes à Sarajevo en 1914 et les islamistes violents à New York en 2001, ceux qui ont pour but de défendre le *statu quo* n'ont jamais intérêt à faire escalader le conflit. Il vaut mieux traiter les terroristes en criminels qu'en ennemis, et les isoler de leurs alliés potentiels plutôt que de proclamer: qui n'est pas avec nous est contre nous.

Les décisions prises à Washington depuis septembre 2001 ont été moins imprudentes que celles prises à Vienne et à Berlin en 1914. Des efforts rhétoriques ont été faits pour éviter de traiter tous les musulmans américains en suspects ou en ennemis potentiels. L'intervention militaire en Afghanistan pouvait apparaître comme une riposte raisonnable, parce que les talibans étaient les alliés déclarés des organisateurs de l'attentat,

³⁴ *Ibid.*, p. 128 et 279.

et parce qu'existait dans le pays la force politique capable de les renverser avec une aide extérieure, et de former un gouvernement encore très imparfait mais nettement moins désastreux.

En revanche, la décision d'envahir ensuite l'Irak ressemble fort à une tentative pour élargir le conflit d'une façon qui risque d'en accroître les dangers pour ceux qui ont décidé cet élargissement sans y être obligés. Cette décision est apparue à beaucoup d'alliés des États-Unis comme arbitraire, et toutes les justifications qui en ont été données se sont révélées fictives l'une après l'autre. Surtout, les chances sont plus faibles en Irak qu'en Afghanistan que s'établisse un gouvernement à la fois favorable aux intérêts américains et capable de contrôler le pays. Après le renversement de Saddam Hussein, le parti ou le groupe le plus capable de former un gouvernement à Bagdad sera nécessairement contrôlé, soutenu ou au moins accepté par le clergé chiite, qui a une autorité sociale traditionnelle probablement très grande et n'a pas été l'allié ou le complice du dictateur. Ce gouvernement, au moins au début, cherchera à établir d'assez bonnes relations avec l'Iran. La politique américaine bute sur cette perspective depuis quinze ans. C'est pour cette raison qu'en 1991 les opérations militaires ont été arrêtées avant que la révolte populaire parvienne à renverser Saddam Hussein. C'est probablement pour la même raison que les élections réclamées par les dirigeants religieux dès l'été 2003 ont été retardées jusqu'en 2005.

Il apparaît probable aujourd'hui que l'occupation de l'Irak, loin de constituer une victoire pour les États-Unis dans la «guerre contre le terrorisme», est devenue au contraire un des meilleurs arguments de recrutement et un des meilleurs terrains d'action pour les islamistes violents. Le danger représenté par ces derniers résulte pour une part, comme nous l'avons vu plus haut, de la vulnérabilité des systèmes techniques, ce qui est complètement indépendant de ce qui fait leur spécificité sociale ou idéologique. Il résulte aussi de l'utilisation politique que les islamistes violents peuvent faire des nombreux conflits dans lesquels sont impliquées des populations musulmanes. S'il est à la rigueur possible de présenter la lutte contre Ben Laden ou contre les talibans comme une «guerre», il serait absurde de définir ainsi les précautions qui doivent être prises pour assurer la sécurité des transports aériens et des centrales nucléaires, ou l'aménagement des relations avec l'ensemble des musulmans. Dans ce dernier cas, il serait désastreux de le faire.

Un grand nombre des conflits du monde d'aujourd'hui sont liés à la cohabitation de musulmans et de non musulmans sur le même territoire: Bosnie-Herzégovine, Kosovo,

Tchéchénie, Azerbaïdjan, Palestine, Chypre, Cachemire, Indonésie, Philippines, Soudan, Nigeria, sans parler des banlieues de certaines villes européennes. Ces conflits ont été produits par des histoires spécifiques et peuvent avoir des explications assez diverses. Mais la communauté de religion a permis le développement d'un véritable internationalisme de l'islamisme politique, des militants originaires de nombreux pays allant combattre d'abord en Afghanistan contre les Soviétiques, puis en Bosnie, en Tchéchénie, au Cachemire et, depuis 2003, en Irak. La possibilité de tarir le recrutement des groupes islamistes violents dépendra dans une large mesure de la persistance ou de l'apaisement de ces conflits.

Les conflits de cohabitation entre musulmans et non musulmans ont des causes diverses, mais ils ont aussi des éléments explicatifs communs qui sont, très brièvement, les suivants. Dans les pays musulmans les autorités traditionnelles ont mis en place des structures de tolérance inégalitaire pour les adeptes des autres religions, ce qui a favorisé l'hétérogénéité du peuplement de ces pays, hétérogénéité qui devient gravement conflictuelle au 19^e siècle avec la montée des idées de nation et d'égalité. Pendant très longtemps, les musulmans sunnites ont été habitués à vivre dans des pays où le pouvoir politique s'exerçait au nom de leur religion et se chargeait d'en administrer les institutions. Ils ont de la difficulté à savoir comment s'adapter à la condition de minoritaires ou aux règles d'un État laïc.

Pour ces raisons, les situations de cohabitation entre musulmans et non musulmans sont fertiles en conflits, et ces conflits interagissent les uns sur les autres. Pour se défendre contre eux il est essentiel d'éviter de faire la même simplification. À la fin de *Paix et Guerre*, Aron écrivait :

«Dire que nous devons suivre l'ennemi sur tous les terrains ne signifie pas que nous devons prendre modèle sur lui. Au contraire, qu'il s'agisse de stratégie ou de tactique, de persuasion ou de subversion, l'asymétrie est fatale. Nous ne voulons pas détruire celui qui veut nous détruire, mais le convertir à la tolérance et à la paix. Nous ne voulons pas persuader les hommes que nos institutions offrent seules un espoir, mais, au contraire, persuader nos ennemis comme les tiers que l'humanité, mis à part le respect de certains principes, a vocation de diversité.³⁵»

35 *Paix et Guerre*, p. 686.

Ce texte a été écrit à propos de la lutte contre la subversion communiste. La modération et l'acceptation de la diversité qu'il recommande sont encore plus nécessaires aujourd'hui. Nous savons que le marxisme-léninisme a été un phénomène idéologique assez éphémère contre lequel une victoire complète était possible. La religion musulmane est évidemment un phénomène culturel plus profond et plus durable qu'une idéologie politique, et la seule victoire possible contre les islamistes violents est de pacifier les relations entre musulmans et non musulmans là où elles ont besoin de l'être. Le problème politique représenté par ces relations a peut-être pour notre avenir commun une importance comparable à celle des relations entre les pays communistes et les pays démocratiques il y a un quart de siècle. Mais le terrorisme d'aujourd'hui est une menace minuscule par rapport à ce qu'était l'équilibre de la terreur nucléaire. Il ne deviendra une menace majeure que s'il incite les gouvernements des grands États à multiplier les décisions imprudentes.

Avant de terminer cette réflexion sur la pertinence de l'œuvre de Aron pour nous aider à réfléchir aux formes de violence collective dans le monde d'aujourd'hui, je veux aborder un dernier point, qui m'a frappé en le relisant pour préparer ce texte. Chaque fois qu'il aborde la question du déclin de l'importance des frontières et de la dévalorisation de la souveraineté des États, il le fait avec réticence et l'accompagne de mises en garde contre le risque d'exagérer la portée du phénomène³⁶. L'importance qu'il accorde aux États n'est pas seulement au centre de son analyse des faits sociaux, elle correspond chez lui à une conviction politique, voire morale: «Renier la nation moderne, c'est rejeter le transfert à la politique de la revendication éternelle d'égalité»³⁷. Dans *Les désillusions du progrès*, ce thème de l'égalité est central. Le libéralisme de Aron est en cela assez éloigné de celui qui semble triomphant aujourd'hui, fait de fatalisme économique et d'acceptation sans remords des inégalités.

Les formes de violence collectives dans lesquelles certains croient voir de «nouvelles guerres» ont des causes multiples. Une des plus évidentes est l'existence d'États très affaiblis ou en ruine devenus incapables de contrôler leur propre territoire et d'assurer à leurs habitants un minimum de sécurité. Les grands États qui dominent le système international déplorent ce phénomène et se sentent menacé par lui, et favorisent en même temps une structure des échanges économiques qui

³⁶ *Ibid.*, p. 392; Les dernières années du siècle, p. 21-22.

³⁷ Paix et guerre, p. 299.

limite la capacité d'action des États les plus faibles. Nous vivons donc sans doute dans un monde où la capacité d'action des États a décliné par rapport à celui dans lequel a été écrit *Paix et Guerre*. Mais cela ne diminue pas la pertinence de la conviction politique, qui était très probablement celle de Raymond Aron, que les États ont une fonction essentielle à remplir pour préserver l'égalité et limiter la violence.